

SNUipp-FSU 12
1 rue de la Montagne
12300 DECAZEVILLE
Tél : 05.65.43.40.11
Fax : 05.65.43.49.29
courriel :
snu12@snuipp.fr
Minitel : 3615 ACADY2
<http://12.snuipp.fr/>
<http://www.fsu-sd.org/~site12/>

femètres sur Cours 12



DÉPOSÉ LE 30 / 04 / 2008

Pour l'école et ses personnels,
un joli mois de
mai !

Dès avant les congés d'hiver, nous espérons le printemps de l'école ; à l'entrée des vacances de printemps, grâce à l'engagement du SNUipp et de la FSU, un premier débouché s'annonçait avec les dates des journées d'action unitaires des 15 et 24 mai et la manif nationale FSU du 18 mai.

Le 23 avril, les syndicats des écoles SNUipp-FSU, SE-Unsa et SGEN-CFDT appellent à une journée de **GRÈVE** et de manifestations pour le **jeudi 15 mai**. Le 24 avril, c'est au tour des fédérations et organisations de l'Éducation FERC-CGT, FSU, SGEN-CFDT, UNSA-Education, SUD-Éducation de se joindre à l'appel. Le 25 avril, ce sont les orgas de la Fonction Publique, CGT, FSU, UNSA, Solidaires, CFTC* qui s'engagent, toujours sur le 15 mai.

La FSU et le SNUipp continuent à vouloir **donner une exposition particulière aux revendications pour l'école** et maintiennent la **MANIFESTATION nationale du 18 mai à Paris**.

Pour le SNUipp12, les problèmes soulevés par les attaques contre l'école, contre le service public, contre la Fonction Publique, contre tous les garde-fous de la solidarité (protection sociale, retraite, etc.) exigent non seulement **des luttes d'ampleur mais aussi un effort d'informations et d'analyses** : c'est à cela que nous vous convions pour **notre journée d'infos syndicales du 27 mai**.

Alors, pas d'état d'âme, ensemble, faisons des 15, 18 et 24 mai, de grands, très grands rendez-vous de luttes !

Le 29 avril 2008, JL Tomero

*(tandis que CFDT et FO appelleront le même jour sur leurs plateformes respectives)

PLAN d' ACTIONS

— 1^{er} mai —

Emplois, salaires, formation, solidarités

— 15 mai —

GRÈVE NATIONALE UNITAIRE

*Programmes, stages de remise à niveau, avenir des RASED, de la maternelle, des cycles, absence de concertation, bac pro en 3 ans, précarité... l'école a besoin d'un budget ambitieux et d'une toute autre politique éducative qui mette la réussite des élèves au centre de ses préoccupations. Budget, RGPP, emplois, salaires : **Pour une Fonction publique et des services publics de progrès social au service de la population***

— 18 mai —

MANIFESTATION NATIONALE FSU à PARIS

Pour l'école et ses personnels

— 24 mai —

journée nationale d'actions et de manifestations départementales unitaires

— 27 mai —

journée d'information syndicale du SNUipp12

Le budget 2008 qui sera appliqué à la prochaine rentrée dans les écoles ne permettra pas de faire face à la hausse démographique dans le premier degré: les effectifs classes seront plus chargés et les dispositifs innovants plus difficiles à mettre en œuvre. Le recrutement de vacataires retraités pour effectuer des remplacements d'enseignants en congé de maternité ou de maladie confirme s'il en était besoin la nécessité d'augmenter le nombre de postes au concours.

La politique éducative du ministère se met en place avec des **décisions unilatérales** prises sans concertation approfondie. Le **projet de programme** marque un appauvrissement sans précédent des apprentissages et des objectifs, à commencer par la lecture et l'écriture. Il traduit une vision passéiste et rétrograde de l'école, ainsi qu'un recul didactique et pédagogique. Il remet en cause les cycles et le rôle de la maternelle dans la réussite des élèves. L'introduction de nouveaux contenus apparaît comme un affichage d'autant plus incohérent que le temps d'enseignement sera diminué de deux heures hebdomadaires en septembre 2008. La mise en place des **stages de remises à niveau** pendant les vacances, les inquiétudes sur les missions et la pérennité des Rased et la volonté d'externaliser l'aide aux élèves en difficulté en rejetant la responsabilité de l'échec sur les familles ne permettront pas de diviser par trois le nombre d'élèves qui quittent l'école primaire en rencontrant des difficultés graves.

L'école a besoin d'un budget ambitieux et d'une toute autre politique éducative qui mette la réussite des élèves au centre de ses préoccupations. C'est pour affirmer avec force cette volonté que le **SGEN-CFDT, le SE-UNSA et le SNUipp-FSU** appellent les enseignants des écoles à faire du jeudi 15 mai une **puissante journée nationale de grève, de rencontres avec la population et de manifestations dans tous les départements.***

* En Aveyron, une réunion de préparation est prévue le 29/05.

FERC-CGT, FSU, SGEN-CFDT, UNSA-EDUCATION, SUD EDUCATION, Pour une politique éducative ambitieuse APPEL à la GRÈVE le 15 mai

Dans l'Education nationale les mobilisations s'amplifient et portent l'exigence de moyens pour la réussite et la démocratisation du système éducatif. Le budget 2008 qui sera appliqué à la prochaine rentrée est fortement contesté. Ces mobilisations s'opposent aux **11200 suppressions de postes** qui entraîneront des classes surchargées, rendant impossible le suivi individuel des élèves. Dans le second degré cela va conduire à des disparitions de formations et d'options et la fin de dispositifs pédagogiques et de soutien innovants. Conjuguée aux retraites de moyens, la mise en place précipitée, sans réflexion préalable et sans concertation suffisante, du **bac pro 3 ans** dans les LP, suscite des inquiétudes légitimes quant à la prise en charge des élèves en enseignement professionnel en particulier ceux qui sont en difficulté.

Dans le premier degré les **projets de programmes** traduisent une vision passéiste et rétrograde de l'Ecole, ainsi qu'un recul pédagogique et didactique. Ils remettent en cause les cycles et s'accompagnent d'une apparente volonté d'externaliser l'aide aux élèves en difficulté en rejetant la responsabilité de l'échec scolaire sur les familles.

Ce budget de rigueur et les suppressions de postes qui en découlent aurait des conséquences néfastes sur la qualité du service public dans l'Education nationale et dans l'Enseignement Agricole Public. Il se traduirait par une aggravation des conditions de travail pour l'ensemble des personnels (enseignants, ouvriers, administratifs, personnels de santé, sociaux, ...)

Les annonces budgétaires, la volonté de ne pas remplacer le départ en retraite d'un fonctionnaire sur deux pour les prochaines années, en lien avec la Révision Générale des Politiques Publiques et le projet de loi sur la mobilité, confirment que cette politique de régression pourrait s'installer dans la durée.

La transformation de l'Ecole implique une toute autre dynamique pour le système éducatif et pour les métiers de l'éducation.

- Pour obtenir des budgets ambitieux qui permettent une transformation de l'Ecole,
- Pour mettre en œuvre une autre politique éducative visant la réussite de tous les élèves.

Les organisations signataires appellent à poursuivre et amplifier les mobilisations en cours au plan national et local. Elles appellent à faire du jeudi 15 mai une journée de grève nationale.

Communiqué commun des organisations syndicales de la Fonction publique :

**CFTC, CGT, FSU,
Solidaires, UNSA,**

POUR DEFENDRE ET AMELIORER LA FONCTION PUBLIQUE ! Place à la mobilisation

Le projet de loi « relatif à la mobilité et aux parcours professionnels » validé par le Conseil des ministres est en cours d'examen au Sénat. S'y retrouvent toutes les mesures dont les organisations syndicales ont unanimement demandé le retrait, des mesures lourdes de conséquences pour les personnels et le service public sans le moindre dialogue social.

L'objectif essentiel est de faciliter les suppressions massives de postes dans la Fonction publique (35000 à 40000 emplois par an), en articulation avec les mesures annoncées dans le cadre de la Révision Générale des Politiques publiques. Cette RGPP traduit le profond désengagement de l'Etat. Elle induit l'affaiblissement voire la suppression ou la privatisation de missions et de services ainsi que la détérioration des conditions de travail et l'accroissement de la précarité.

C'est bien un plan social qui s'annonce à la Fonction Publique même si le Gouvernement en refuse l'appellation ! A cela s'ajoutent les pertes de pouvoir d'achat des personnels.

La Révision Générale des Politiques Publiques comme la réforme de l'Etat se mettent en œuvre sans débat public, sans que soient posées la question des missions de service public et celle des besoins des usagers et des citoyens sur l'ensemble du territoire.

Pour une Fonction publique et des services publics de progrès social au service de la population, nous exigeons :

- un véritable débat démocratique sur la réforme de l'Etat et de la Fonction publique en partant des besoins de tous ;
 - un emploi public, statutaire et qualifié, permettant des services publics de qualité accessibles sur l'ensemble du territoire ;
 - l'amélioration du statut du fonctionnaire qui garantit la neutralité, l'impartialité et l'indépendance des agents dans l'exercice de leurs missions ;
- un développement de la mobilité choisie qui s'oppose à la mobilité subie et l'abandon du recours à l'intérim.

Les organisations signataires appellent les personnels à se mobiliser entre le 13 et le 17 mai et à associer l'ensemble de la population à leurs actions.

Elles décident de faire du jeudi 15 mai, une étape massive et rassemblée de la mobilisation notamment par la grève et/ou des manifestations.

Bulletin d'adhésion

PE2 / Jeunes enseignants aujourd'hui ... (à Rodez et ailleurs !)

Comme tous les trois ans depuis 2001, le SNUipp a réalisé un sondage national en direction des jeunes enseignants (moins de cinq ans d'ancienneté). Ce type d'enquête, associée à d'autres déclinées plus localement (telle la consultation menée l'année dernière auprès des PE2 sur la mise en place du stage filé) permettent d'appréhender la réalité de la nouvelle génération.

Les jeunes collègues expriment ainsi, en général, le sentiment d'exercer une profession dévalorisée.

Tout d'abord : au niveau salarial. Citons, de façon très concrète, l'augmentation conséquente des frais de déplacements des PE2 aveyronnais (suite à la mise en place dans l'urgence du stage filé) en terme de distance vu la géographie du département. Ces derniers nous ont notamment alertés sur le fait qu'un seul aller-retour leur était remboursé sur les stages massés (comme le prévoit les textes), ce qui peut les obliger à engager des frais de location (gîte ou autre) et "rogner" sur leur budget de façon conséquente.

Sur un autre plan, il apparaît que la charge de travail s'alourdit et empiète de plus en plus sur la vie privée. Les PÉT1 en font l'expérience dès leur prise de fonction compte tenu de la nature des supports obtenus (direction, classe unique, etc.). Quant aux PE2, le stage filé a considérablement augmenté les exigences, au-delà des habituelles modalités d'évaluation (dossiers, mémoire, stages massés). Rappelons que nous continuons de réclamer l'étalement de la formation initiale sur deux ans et T1 à mi-temps sur le terrain et en formation...

La question des programmes trop chargés est aussi posée par les jeunes collègues. Leurs inquiétudes rejoignent celles des collègues plus chevronnés et font écho aux revendications actuelles autour de la consultation sur les programmes. Notons d'ailleurs que les PE2 toulousains (en lien avec leurs formateurs) ont organisé une journée de grève le 8 avril car ils estimaient devoir être « *réellement informés sur ces programmes 2008 afin de prendre position de façon incontestable* ». Ceci " tord le cou " aux discours parfois entendus, estimant que les jeunes enseignants auraient, moins que leurs aînés, la capacité à se mobiliser.

Enfin, l'opinion des jeunes enseignants sur les syndicats (et en particulier sur le SNUipp) est plutôt positive. En témoignent les contacts étroits que nous avons établis depuis déjà pas mal de temps : visite et suivi des PET1 sur leur premier poste dès le début de l'année, permanences tenues à l'IUFM de Rodez tout au long de l'année et réunions thématiques (36 PE2 présents sur 42 lors de la réunion sur le mouvement le 26 mars dernier !).

Tous ces éléments traduisent des permanences mais font aussi apparaître des évolutions avec une approche, disons, plus concrète du métier chez les jeunes collègues.

Romain Fayel

Réorganisation de la semaine scolaire, stages de remise à niveau, nouveaux programmes mais aussi austérité budgétaire renforcée, attaques contre le statut de la Fonction Publique, franchises, retraite... les coups pleuvent sur l'école et ses personnels :

- La RGPP ? Qu'est-ce que c'est ? Qu'est-ce cela va entraîner pour nos missions et pour nous, les personnels de la Fonction Publique ?

- J'ai entendu dire qu'il serait possible de licencier, est-ce vrai ?

- On parle d'abandonner la notation des fonctionnaires, est-ce une bonne chose, oui ou non ?

**Pour mieux comprendre où nous en sommes,
à quoi on voudrait nous amener,
le SNUipp12 vous propose de participer à sa**

REFORMES



CHLOROFORME

Journée d'Information Syndicale **le mardi 27 mai de 9h à 17h** **à Rodez** (lieu à définir)

S'informer, analyser, élaborer nos revendications, ensemble.

SOMMAIRE

p.1 **Éditorial - Plan d'actions**

p.2 **Les écoles, l'éducation, la Fonction Publique dans l'action**

p.3 - **Bulletin d'Adhésion - PE2 Aujourd'hui**

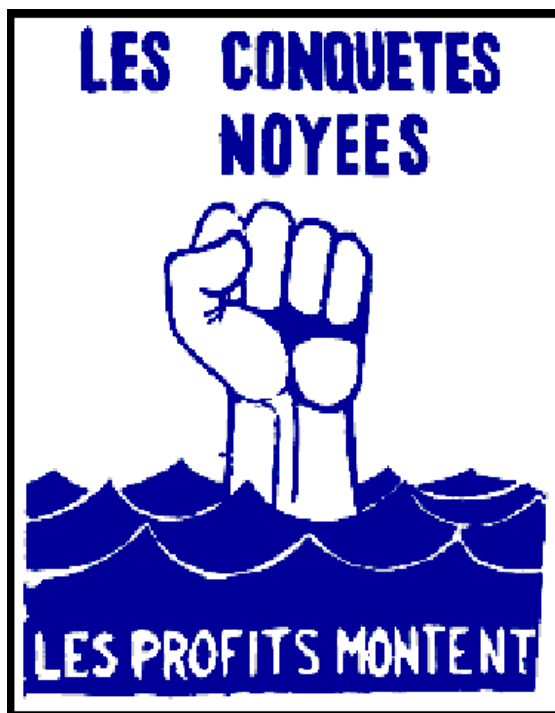
p.4 **Journée d'Infos Syndicales**

En Encart :

L'Éducation est un investissement.

Retraites : imposons le choix de la solidarité.

Pétition - Le Service public est notre richesse !



Comité de rédaction:
Le bureau

Bulletin du Syndicat National Unitaire des Instituteurs, Professeurs d'école et PEGC • SNUipp-FSU12, 1 rue de la Montagne, 12300 Decazeville • Tél : 05.65.43.40.11 Fax : 05.65.43.49.29 • Directeur de la publication : J.-L. Tornero • Rédacteur en chef : J.-L. Tornero • Imprimé par nos soins • CPPAP : 0210 S 07183 • ISSN 1165 - 3116 • Trimestriel. Prix du numéro 0,50 €. Abonnement 3 €.

Ce bulletin vous a été envoyé grâce au fichier informatique du SNUipp12. Conformément à la loi du 8.01.78, vous pouvez y avoir accès ou faire effacer les informations vous concernant, en vous adressant au SNUipp-FSU 12.

Pour participer à la journée d'info : modèles de courrier

Prévenir l'IEEN : (7 jours avant)

Monsieur (ou Madame) l'Inspecteur (trice),

j'ai l'honneur de vous informer que conformément à l'article 5 du décret 82-447 du 28 mai 1982 sur le droit syndical des fonctionnaires, je participerai à la réunion d'information syndicale organisée par le SNUipp Aveyron le de ..h à ..h.

Je vous prie de croire Monsieur (ou Madame) l'Inspecteur (trice), à mon attachement au service public de l'Éducation Nationale.

Date et signature

Modèle de lettre aux parents

Madame, Monsieur,

devant participer à une réunion d'information consacrée à divers aspects du métier et à la formation, je serai absent(e) le toute la journée.

Soyez persuadés que nous utiliserons ce temps à analyser au mieux les moyens de construire une école de qualité, assurant à vos enfants les meilleures conditions de la réussite scolaire.

Date et signature

Vous aurez reconnu les graphismes : ce sont des affiches de 1968. Rien de nostalgique, bien au contraire...